

car ils craignent de perdre l'emploi qui leur assure une existence précaire—ils ne voient pas les possibilités d'expansion. Les fabricants d'automobiles, par exemple, frémissent à la pensée qu'ils pourraient perdre un marché de deux ou trois millions d'habitants, alors qu'ils ne voient pas les avantages que pourrait leur offrir un débouché de soixante-dix millions. Ils cherchent à nous vendre des automobiles en se basant sur la quantité d'œufs, de pommes ou de poisson qu'ils consomment, alors que les compagnies mères, situées aux Etats-Unis où elles n'ont à subir aucune concurrence, dépensent les fonds destinés à la réclame en cherchant à persuader les consommateurs américains d'abaisser les tarifs sur les produits étrangers, ce qui aurait pour résultat, et ils le savent très bien, d'encourager l'exportation de voitures américaines.

Des cultivateurs mal inspirés réclament une protection permanente des prix, alors qu'ils devraient chercher à affermir notre Gouvernement dans sa résolution de se frayer un chemin sur les marchés du monde.

Ceux qui font profession de voir tout en noir prêchent la limitation de la production, dans un monde capable de consommer tout ce qu'il pourrait produire. Avec leur langue et leur plume, ils sont la cause d'un nouveau Babel en prônant la réduction des ensemcements, le versement de primes à cet égard, les coalitions, les restrictions.

Des agitateurs de profession réclament à grands cris la redistribution de la richesse, les restrictions qu'elle comporte, les dividendes sociaux, tout excepté l'occasion de faire jouer à la richesse son vrai rôle dans l'amélioration des conditions d'existence à travers le monde.

Notre peuple se rend compte que nous ne sommes pas à bout de ressources. Les Canadiens ne se compteront pas toujours pour satisfaits d'être claquemurés ou isolés par un groupe d'exploiteurs aux offres alléchantes, ou par suite de la crainte de nos industriels ou de leurs employés, ou encore du manque de courage de nos gouvernants.

Les Canadiens ne sauraient amener le millénaire économique, mais nous pouvons nous montrer assez courageux pour faire un pas dans la bonne voie—et c'est ce qu'a accompli ce Gouvernement. Est-ce trop d'espérer que nous profiterons de chaque occasion, que nous en susciterons, afin de progresser dans la voie qui nous conduira à notre salut économique et à celui du monde entier?

Oserons-nous perdre courage en face de la crainte de ceux qui expriment trop souvent l'opinion que le libre-échange pourra nuire aux industries choyées de notre pays? O, hommes de peu de foi! J'ai, pour un, confiance que

les Canadiens, grâce à leur intelligence et à leur ingéniosité, à leurs capitaux et à leur main-d'œuvre, peuvent soutenir avantageusement la concurrence. Je les en crois capables. Mais, monsieur l'Orateur, si tel n'est pas le cas, quelle en sera la rançon? Devons-nous contribuer à la ruine de toute une génération de jeunes Canadiens en protégeant une industrie qui, de par sa propre faillite, admet son incompétence et son manque de stabilité au point de vue économique? Il ne faut pas désespérer de l'avenir. En soixante-dix ans, la population de l'Angleterre est passée de 17 millions à 46 millions. La nôtre dépasse dix millions. Nous avons ici des matières premières, des forces hydrauliques; nous avons pour nous des avantages géographiques; nous avons des cerveaux et des muscles. Le capital inquiet, nous pouvons l'engager à aider au développement d'une nation qui va de l'avant et qui sait où elle va.

Il faut une direction. Puisque le commerce ne la donne pas, il faut que ce soit le Parlement qui la donne. Il faut du courage, et l'histoire du Canada fourmille de traits de courage magnifiques. La foi est nécessaire, car elle est le fondement de la confiance. Nous avons tous manqué de courage depuis dix ans. Il nous faut aborder nos problèmes avec une ferveur évangélique.

Il faut que les Canadiens méditent sur leur situation politique et sociale. Me permettra-t-on d'exposer mes vues à ce sujet? J'ai confiance dans le Canada, dans ses vastes ressources, dans le courage et l'habileté de ses enfants. J'ai foi en nos voisins, en la solidarité qui nous unit à eux, en la fraternité de la race humaine. Je crois que les peuples de la terre ont droit à un mode de vie convenable et qu'il est possible de l'assurer suffisamment à tous. Je suis convaincu que les échanges loyaux ne constituent pas le vol et que le salut économique du monde se trouvera dans la paix et l'amélioration des relations commerciales.

Nous avons progressé dans cette voie. Mais je reviens aux nécessités de l'heure, animé du sincère désir de voir les jeunes dont je défends la cause recevoir une aide immédiate. Quant à moi, je puis attendre; en tout cas, la grande circonscription que je représente a passé par de plus grands revers que n'en entraînerait ma disparition de la scène. L'œuvre de redressement la plus importante qui s'impose à l'heure actuelle est d'ordre humain et elle doit avoir pour motto: Sauvons nos jeunes gens. Le discours du trône en reconnaît la nécessité et annonce que l'effort consacré à cette besogne s'accroîtra. Je répète ce que j'ai dit à chaque session depuis mon entrée à la Chambre, c'est-à-dire que cette question est maintenant du domaine fédéral.